

PARITE DE GENRE ET VIOLENCE DANS LA BOLIVIE D'EVO MORALES (2006-2019)

ASSEMIEN Viviane épouse ADIKO

Département d'Etudes Ibériques et Latino-américaines

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

assemien.adiko@gmail.com

Résumé : Être femme et pauvre, c'est subir une double frustration. Dans un monde de dissemblances, où les compétences et les talents sont pris en compte, les libertés jouent un rôle essentiel pour combattre la misère et l'oppression. Elles favorisent l'action des individus, et notamment des femmes, dont l'émancipation est un facteur décisif de changement. Cependant, certaines sociétés patriarcales, ne reconnaissent pas de droits aux femmes ou alors, même si la constitution s'en porte garante, dans la pratique l'on constate une marge énorme. C'est le cas de la Bolivie où la violence est basée aussi sur le genre. Cette étude se fonde sur l'hypothèse que ce pays demeure profondément machiste en dépit des énormes avancées constatées sous la présidence d'Evo Morales. Elle met l'accent sur la recrudescence de la violence malgré l'adoption des principes de parité et d'alternance.

Mots-clés : Parité, Genre, violence, Bolivie, Société patriarcale.

Abstract : To be a woman and to be poor is to suffer a double frustration. In a world of dissimilarity, where skills and talents are taken into account, freedoms play an essential role in combating misery and oppression. They promote action by individuals, especially women, whose empowerment is a decisive factor for change. However, some patriarchal societies do not recognize women's rights or, even if the constitution guarantees this, in practice there is a huge margin. This is the case in Bolivia where violence is also based on gender. This study is based on the assumption that this country remains deeply macho despite the enormous progress made under the presidency of Evo Morales. It emphasizes the upsurge in violence despite the adoption of the principles of parity and alternation.

Keyword : Parity, Gender, Violence, Bolivia, Patriarchal Society

Introduction

"Derrière un grand homme, il y a une grande dame". Ce vieil adage illustre bien ce que la femme représente dans une société : un modèle puissant au service du développement. Aujourd'hui où la diversité et le pluralisme deviennent un héritage mondial, les libertés jouent un rôle essentiel pour combattre la misère et l'oppression. Elles favorisent l'action des femmes, dont l'émancipation est un facteur décisif de changement. C'est sans doute pour cette raison que depuis 2000, le PNUD a fait de la parité de genre l'une de ses priorités pour accélérer le développement durable. Pourtant, certaines sociétés patriarcales comme la Bolivie ne valorise pas suffisamment la femme bien que ses droits soit établis par la constitution

Le principe théorique de parité a pour objectif de lutter contre la disparité, tant dans le domaine de la représentativité dans les institutions, que dans le domaine des salaires. La parité signifie que chaque sexe est représenté à égalité. Aussi bien l'homme que la femme ont les mêmes droits, bénéficient des mêmes opportunités. Il s'agit donc d'un instrument au service de l'égalité.

Depuis le 26 janvier 2009, la Bolivie vit une autre « révolution ». Sous la houlette du président Juan Evo Morales Ayma, la parité de genre a été instaurée et dès son premier gouvernement, l'homme démontre son attachement à la promotion de la femme. Les boliviennes ont approuvé par référendum une nouvelle Constitution qui octroie plus de droits aux femmes. Le nouveau texte comprend 30 articles qui en évoquent la question. Il impose désormais la parité au gouvernement, la non-discrimination et l'égalité salariale.

Malgré ces acquis, la promotion de la femme se heurte à des obstacles dans le cadre de son application. Quelle est aujourd'hui la place de la femme bolivienne dans cette société? Pourquoi tant de blocages et de restrictions à leur endroit? Les hommes redoutent-ils un changement ?

L'objectif de cette étude est de montrer la réaction des femmes face au mépris des hommes et comment elles affichent leurs dynamisme, innovation et créativité. Elle se fonde sur l'hypothèse que ce pays dans le fond reste machiste malgré l'adoption des principes de parité et d'alternance. Ce travail analytique, basé sur une étude documentaire s'articule autour de la condition de la femme bolivienne avant et sous la présidence d'Evo Morales, de la recrudescence de la violence malgré la parité de genre et sur les nouvelles perspectives prenant en compte le changement qui ne doit pas seulement être structurel mais surtout mental dans une Bolivie pluriculturelle.

1. La condition féminine en Bolivie des origines à Evo Morales

La femme joue un rôle clé dans la construction de l'enfant, l'émancipation de l'adolescent et l'épanouissement de l'adulte. Elle est donc au cœur de la vie sociale. En Bolivie, cette fonction ne semble pas lui être reconnue et valorisée alors qu'elle a sa place dans l'histoire du pays. Voici pourquoi, cette partie analyse la condition de la femme bolivienne avant et sous Evo Morales. En effet, le pays vit une violence machiste alarmante malgré le fait qu'aujourd'hui, il compte plus de femmes dans la plupart des sphères de la société. C'est sans doute ce qui emmène Henrik Johan Ibsen (IBSEN, 2002, p22) à affirmer que : « notre société est masculine et ne sera humaine que lorsque la femme y entrera ».

Cette remarque semble se confirmer, pourtant, ce ne sont pas les mobilisations de femme participant au processus de développement et de changement social qui manquent dans l'histoire socio-politique et économique de ce pays. L'une des raisons est que la Bolivie composée à 70% de population amérindienne, est resté attaché à ses traditions, ce qui en fait une société profondément traditionnelle. Avant 2006, le pays était l'un des plus pauvres de l'Amérique latine dans une conjoncture sociopolitique instable et difficile. Enfin, les normes culturelles et idéologiques pèsent, ce qui alimente un véritable décalage entre l'égalité de droit et l'égalité de fait dans le pays (Rozée, 2009, p.p177-197). En effet, depuis le travail précaire dans les mines de Potosi, l'opinion

populaire exigeait qu'elles restent à l'extérieur. S'accordant sur le fait que *el Tío*, divinité de la tradition et maître des profondeurs des mines que le peuple vénère comme un dieu ne tolérerait pas la présence des femmes en ce lieu (ABSI, 2002 : PP 141-157). Pourtant, aucune coopérative minière qui exploite la montagne n'est régie par aucun règlement interdisant aux femmes de pénétrer dans les galeries souterraines, ni même d'y travailler. Et, le pays a connu des mobilisations de femmes dans son histoire politique et économique qui ont participé au processus de développement et de changement social (Rozée, 2009 : 177-197).

Qui ne se souvient pas de l'histoire des amants guérilleros : Manuel Ascencio Padilla et Juana Azurduy de Padilla. Cette combattante célèbre des guerres d'indépendance qui accompagna son mari en tant que commandante des luttes pour l'émancipation du vice royaume de la Plata. Evo Morales lui rendit un hommage en donnant son nom à un bon, permettant aux femmes enceintes de se soigner gratuitement¹. Il faut aussi citer Bartolina Sisa, démembrée par les forces espagnoles lors de la rébellion anticoloniale soulevée par son mari Julián Apaza dit Tupaj Katari au Haut-Pérou en 1781². Elle est devenue le symbole de la lutte pour l'émancipation du joug espagnol à laquelle des contingents de femmes participèrent dans des conditions d'égalité avec les hommes. Depuis 1983, à la deuxième rencontre des organisations et mouvements d'Amérique qui s'est tenue à Tiahuanacu, la Journée Internationale de la Femme Indigène est célébrée le 5 septembre de chaque année, en son hommage.

Malgré cela, ce pays a été marqué par les inégalités de genre. Pendant plus d'un siècle, le droit de vote avait été refusé aux femmes. À partir des années 1920, la sphère bolivienne est marquée par l'émergence et le développement des organisations féministes. En 1927, il eut la création de l'organisation anarchiste dénommée Fédération Ouvrière Féminine regroupant les vivandières, les marchandes de fleurs et de fruits. Elle livra de nombreuses et mémorables batailles et forgea de nombreuses combattantes.

Le 21 juillet 1946, les premières expériences des femmes en politique eurent une fin tragique. Le président Gualberto Villarroel a payé de sa vie la défense de la femme. Il a été pendu par une foule sur une lanterne publique, devant le palais présidentiel. De 1946 à 1952, les commandos féminins du Mouvement National Révolutionnaire (MNR) ont été décisifs dans les luttes anti oligarchiques. Ce parti mit en place des réformes : la nationalisation des mines, la réforme agraire et le suffrage universel. Par un décret de loi en date du 21 juillet 1952, les femmes boliviennes obtiennent enfin le droit de vote, car le type de suffrage existant en Bolivie depuis 1839 était direct, masculin, censitaire et restreint à ceux qui étaient alphabétisés (NOURMAMODE, 2013).

¹ Cf. le bon juana de azurduy, Juacinto pinto et la *renta dignidad* font partie des réformes sociales prises par Evo Morales dès son arrivée au pouvoir pour améliorer le quotidien des boliviens.

² Le Haut-Pérou désignait une région de l'ancienne vice-royauté du Pérou puis de la vice-royauté du Río de la Plata, qui correspond à l'actuel état de Bolivie. En hommage au Libertador Simon Bolivar, on donne le nom de Bolivie à la nouvelle république qui naît en 1825 et remplace le « haut Pérou » de l'époque coloniale. (Carmen Bernand, Le haut Pérou, ancêtre colonial de la Bolivie sur www.clio.fr)

Autre fait marquant, le Congrès élit Lidia Gueiler présidente par intérim le 16 novembre 1979, faisant d'elle la deuxième femme après Michelle Bachelet¹ élue chef de l'État au suffrage universel direct en Amérique du Sud. Le 17 juillet 1980, elle est renversée par le coup d'État du général García Meza. L'ancienne présidente avait déclaré dans une interview publiée dans *El País Semanal* en décembre 1980 avoir subi de nombreuses pressions et menaces du fait de son genre. Elle affirmait : "Un homme n'aurait pas eu ce problème" (CALDERÓN, 2011).

Dès les années 1990, la Bolivie a signé plusieurs accords internationaux concernant le respect des droits des femmes: le 7 septembre 1989, la Convention sur l'Élimination des Formes de Discriminations contre la Femme, promulguée par l'ONU le 18 décembre 1979, ainsi que la Convention Interaméricaine pour la Prévention, la Sanction et l'Éradication de la Violence contre la Femme (Convention de Belem do Para) signée le 18 octobre 1989.

Ces différents traités internationaux pour la défense des droits des femmes et les mesures prises par les gouvernements successifs en matière d'éducation, de travail, de participation, de représentation politique, et de violence intrafamiliale, marquent les progrès pour la communauté féminine. Mais cette législation protectrice des droits des femmes se heurte à certaines difficultés et résistances quant à son application. L'on observe un écart considérable entre la théorie et la pratique. Malgré la participation active des femmes, des discriminations persistent.

Le 18 décembre 2005, avec 53,7% des voix, Evo Morales est devenu le premier président indigène de la Bolivie soulevant de réels espoirs dès sa prise de fonction le 22 janvier 2006. Son parti, le Mouvement vers le socialisme (MAS), et lui ont amorcé une série de transformations structurelles connues sous le nom de « processus de changement » (Assemien, 2018: 365). Avec la nationalisation des hydrocarbures dès mai 2006, non seulement le gouvernement a permis au pays d'exercer sa pleine souveraineté sur ses richesses minières nationales jadis aux mains des transnationales, mais les biens ont été distribués d'une manière plus équitable afin de réduire les inégalités sociales (Assemien, 2018: 370). De même, l'industrialisation a été impulsée. D'importants programmes sociaux, sous forme d'allocations, ont été mis en œuvre afin d'élargir le champ d'action pour la protection des groupes vulnérables: les enfants avec le bon Jacinto Pinto², les femmes enceintes, le Bon Juana Azurduy³ et les vieillards, la Rente dignité⁴. Cette politique a donné un nouveau visage à ce pays naguère considéré comme le deuxième, le plus pauvre et inégalitaire d'Amérique Latine après Haïti. Les

¹Michelle Bachelet est membre du Parti socialiste au Chili, elle fut ministre de la Santé, puis de la Défense dans les gouvernements. Présidente de la République du Chili, une première fois, de 2006 à 2010 et à nouveau de 2014 à 2018. Elle est depuis 2018, Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme.

² Un montant de 200 bolivianos annuels (23 euros) est remis à chaque élève de primaire ou du secondaire de l'enseignement public qui a suivi tous ses cours avec assiduité. L'objectif est de lutter contre la désertion scolaire.

³ Une aide économique de 1 820 bolivianos (environ 215 euros) est fournie aux femmes enceintes et pour chaque garçon ou fille de moins de deux ans dans le but de diminuer les taux de mortalité infantile et maternelle.

⁴ Une pension que tous les Boliviens perçoivent à partir de 60 ans, même ceux qui n'ont jamais pu cotiser à une caisse de retraite.

indicateurs de développement humain fournis par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) avant l'arrivée d'Evo Morales, témoignent de la situation socio-économique désastreuse du pays: 62,7% de la population était pauvre et plus d'un tiers vivait en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 2 dollars par jour (MAUD Bailly, 2006 : 23).

À partir de 2009, l'État a mené une lutte contre la discrimination pour réduire les inégalités entre les sexes. La nouvelle Constitution politique de l'État (CPE) promulguée en 2009 et approuvée pour la première fois par référendum établit la "refondation du pays" et garantit les intérêts féminins¹. Toutes les fonctions sont systématiquement féminisées, et le texte mentionne ainsi à chaque fois « la Présidente ou le Président », « les députées ou les députés », « les citoyennes et les citoyens ». L'égalité entre hommes et femmes est affirmée aux articles 11, 26 (égalité dans la jouissance des droits politiques) et 48, V et VI (respectivement égalité salariale et prohibition des discriminations au travail). Les femmes sont spécialement protégées contre les violences physiques.

Après sa réélection le 6 décembre 2010, Evo Morales mit en pratique cette décision en optant pour la parité hommes-femmes (TIMBERT, 2010). Dans son gouvernement de vingt ministres, il y a une parfaite égalité de genre: 10 femmes et 10 hommes. Il s'agit d'un acte historique pour ce pays andin en matière de gouvernements paritaires, puisqu'au Chili voisin, la présidente Michelle Bachelet avait nommé, en 2006, 22 ministres, onze hommes et onze femmes, mais ce gouvernement ne s'était maintenu que quelques mois (DEFENSORIA.GOB. BO, 2015). Et, en plus, pour la première fois, en Bolivie, il y a aussi une femme ministre du travail. Pour Evo Morales, la femme, «mama thalla» et l'homme «tata mallku», ont la même capacité pour satisfaire les demandes et les mêmes attributions. Malgré ces réformes, la condition de la femme en Bolivie est très précaire et bien que l'égalité de genre soit inscrite aujourd'hui dans la constitution, les attitudes machistes demeurent.

2. Parité de genre et recrudescence de la violence

Fondamentalement patriarcales, la Bolivie, ne respectent pas les droits d'égalité entre les femmes et les hommes. Les propos machistes se vivent au quotidien alors que les violences envers les femmes connaissent une hausse alarmante dans le pays. Deux récents rapports de l'Organisation panaméricaine de la santé et des Nations unies, ont qualifié la Bolivie de « pire pays d'Amérique Latine » en ce qui concerne les violences envers les femmes (NOURMAMODE, 2013). Depuis le début de l'année 2018, 98 femmes ont été assassinées en Bolivie, dont 59 tuées par leur compagnon ou ex-compagnon (NOURMAMODE, 2013). Malgré les 30 articles de la nouvelle constitution qui évoquent la question et l'adoption de lois destinées à punir les violences à l'égard des femmes boliviennes, les agressions dont elles sont victimes persistent et semblent même augmenter (LAVAUD, 2018).

¹ titre officiel donné à la Constitution : « Constitución Política Del Estado » Pour reprendre le préambule de cette nouvelle constitution, il s'agit de dépasser « l'État colonial, républicain et néolibéral » et de « construire collectivement un État unitaire social de droit plurinational communautaire » (Constitución Política del Estado, Art. 15. II) Cf. article 172, 22

Qu'elle se déroule dans la sphère privée ou publique, la violence à leurs encontre est un mal endémique. 74,7 % des femmes mariées ou en union libre de plus de 15 ans, vivent une relation de couple violente : 71,3% en zone urbaine et 82,5% en zone rurale. La violence augmente quand le niveau d'instruction diminue. Les violences psychologiques sont les plus communes (69,3%), puis viennent, dans l'ordre, les violences physiques (50%), les violences sexuelles (34%) et les violences économiques (31,3%) (LAVAUD, 2018). Ces différentes formes de violence n'épargnent pas les élues.

Plusieurs femmes élues au parlement se sont vues, par la suite, poussées à démissionner, pression qui venait de leurs suppléants. À 51 ans, Casimira Rodriguez, ancienne ministre de la justice et syndicaliste, a subi les affronts de certains hommes qui refusent son autorité dans le département. Mais le mépris n'a jamais arrêté cette "féministe révolutionnaire" qui affirme: "Je crois que le fait d'être une femme, ça n'a pas plu aux fonctionnaires du ministère de la Justice, aux avocats". Pour Monica Novillo, de l'ONG Coordinatrice de la Femme, cette hausse des violences est due au fait que les femmes participent de plus en plus à la vie publique (CAMPAIGNOLLE et al, 2017).

En 2012, l'assassinat de l'une d'entre elles a accéléré le vote de la loi contre le harcèlement et la violence à l'égard des femmes et la déclaration de 2012 comme année de lutte contre toutes formes de violence à l'égard des femmes. En janvier 2014, 93 femmes ont été assassinées en Bolivie, tuées par leur compagnon ou ex-compagnon, d'après les chiffres divulgués par le Centre d'Information et de Développement de la Femme (CIDEM), une ONG qui regroupe des associations de femmes dans tout le pays (RFI Amériques, 2014). Par ailleurs, de récentes observations ont démontré les dangers existants pour les femmes voulant s'engager en politique. En plus d'être victimes de discriminations sexistes, elles subissent agressions, harcèlements, viols et autres sévices. Selon une étude élaborée par la *Coordinadora de la Mujer* en 2015, 35% des candidates à un mandat de conseillère départementale disaient avoir été victimes de brimades ou intimidations, et 29% de violence.

Après le vote de la loi intégrale contre la violence envers la femme, promulguée le 9 mars 2013, censée juguler ce fléau, le nombre des victimes annuelles s'est maintenu : 110 en 2013 ; 96 en 2014, 104 en 2015 et en 2016, 111 en 2017. Et si les meurtres de l'année 2018 continuent au rythme actuel l'on dépassera très largement ces chiffres. Toute chose qui prouve qu'en matière de parité, le pays a encore beaucoup à apprendre auprès de certains pays comme la Norvège, pays pionnier en terme d'égalité femme-homme. Ce qui nous emmène à déduire que le changement ne s'opère pas avec juste des lois promulguées mais peut être le fruit d'un travail pédagogique et d'un murissement collectif et individuel qui ne se décrète pas mais qui se construit au jour le jour. C'est pourquoi nous soutenons le changement de mentalité à travers le programme mené par l'agence directrice des Nations Unies en charge des questions de santé sexuelle et reproductive (UNFPA), les autorités locales, des activistes et des jeunes pour faire évoluer les mentalités concernant la valeur des femmes (UNFPA, 2014).

3. Nouvelles perspectives: le changement de mentalités

Evo Morales en personne a souligné à maintes reprises l'importance des transformations politiques, économiques et sociales introduites par son gouvernement au cours de la dernière décennie, et qui ont hissé la Bolivie au rang de pays en voie de développement plus juste et plus équitable. L'aspect général de la capitale apparaît plus soigné, plus propre, avec de multiples espaces verts. L'on parle même de métamorphose. Devant un tel décor, les mentalités envers les femmes doivent aussi changer. C'est ce que souligne Marco Antonio Barrero, maire de Camargo, une ville du pays en ces termes : « En nous efforçant d'être des hommes meilleurs, nous pouvons éradiquer la violence » (UNFPA, 2014). Pour ces derniers, il faut donc repenser la masculinité. De même, les rassemblements et les manifestations de protestation contre les féminicides se sont multipliés et doivent être soutenus. Partout dans le décor des grandes villes, les militants des droits des femmes portent des pancartes, des cercueils en carton, des croix, des couronnes funéraires et des bouquets de fleurs pour attirer l'attention des citoyens et des autorités sur l'urgence de ce phénomène.

Evo Morales a soutenu la cause féminine, et au niveau des réalisations concrètes, un pas symbolique a également été franchi. En plus du respect de la parité au sein du gouvernement, l'on dénombrait quatre femmes dans son cabinet gouvernemental, ce qui était une première en Bolivie. Comme l'affirmait Françoise Héritier (1933-2017), anthropologue, ethnologue, féministe, femme politique, scientifique : "La violence n'est pas innée chez l'homme. Elle s'acquiert par l'éducation et la pratique sociale". De la même manière, l'on peut le façonner par l'éducation. Ainsi, désormais, la femme ne sera plus la chose de l'homme mais un autre être humain avec les mêmes droits et les mêmes prérogatives. Les hommes et les femmes se rencontrent dans les mêmes espaces et jouent les mêmes rôles au profit de toute la nation. Valoriser la femme en tant qu' "être" complémentaire de l'homme, est donc devenu primordiale en Bolivie. La notion d'égalité que revendiquent ces femmes ne doit pas déranger les hommes. Ils doivent plutôt les encourager à améliorer leurs conditions de vie en devenant des agents de changement au sein de leurs différentes communautés. De même, l'éducation fait partie des valeurs que chaque État doit promouvoir, car éduquer le peuple, c'est soigner le pays. Ainsi, la femme étant le point de départ de la vie et ayant en charge l'éducation des enfants, elle représente un instrument de transformation sociale.

Pour ce faire, le changement de mentalité doit commencer par les femmes elles-mêmes. Cette erreur qu'elles commettent parfois au niveau des charges de la maison en différenciant systématiquement les travaux entre garçons et filles, en réservant tout ce qui tend à donner aux garçons un sentiment de supériorité sur les filles, doit changer et être banni de l'éducation de l'enfant car cela impacte considérablement son évolution. Une fois adulte, il le reproduit. Cette manière de masculiniser ou féminiser des activités ne devrait plus être de mise aujourd'hui. L'égalité des genres doit permettre à chacun de jouer pleinement son rôle en respectant l'autre, sinon l'on tombe dans les travers du féminisme extrémiste qui tend à vouloir émanciper les femmes de leur propre féminité pour

qu'elles deviennent aussi des hommes dans la société. Pour que la société humaine survive et s'épanouisse, il faut des hommes et des femmes.

Parallèlement, les communautés et les familles ont aussi un rôle important à jouer dans cette lutte au quotidien contre les discriminations. Elles doivent s'impliquer davantage, encourager des stratégies pour modifier le contexte social et politique dans lequel se sont développés ces stéréotypes. C'est ce que souligne Françoise Héritier en ces mots:

La seule manière de sortir de la violence consisterait à prendre conscience des mécanismes de répulsion, d'exclusion, de haine ou encore de mépris afin de les réduire à néant grâce à une éducation de l'enfant relayée par tous. » Par ailleurs, l'État Bolivien se doit de poursuivre sa lutte contre ce phénomène en sanctionnant sévèrement l'intolérance et le machisme.

Françoise Héritier (2017, 67)

Aujourd'hui, malgré le départ d'Evo Morales de la présidence bolivienne en 2019, le nouvel État devra poursuivre la lutte contre ce phénomène en sanctionnant sévèrement l'intolérance et le machisme omniprésent dans ce pays.

Conclusion

Au vu de ce qui précède, "la Bolivie change, Evo tient ses promesses", ce slogan en vogue dans ce pays ne doit pas se limiter à l'environnement. La femme bolivienne sommée de passer sans laisser de traces est indispensable à l'harmonie de la société. Voici pourquoi, le changement ne doit pas seulement être structurel; il doit surtout être mental dans cette Bolivie multiraciale et pluriculturelle. Le monde étant complexe et en perpétuel mouvement, les exigences sociales actuelles rendent la diversité urgente. Celle-ci prône le fait que chaque individu apporte une valeur ajoutée par son originalité et par sa différence. Ces bouleversements rendent donc complètement obsolètes les schémas traditionnels en matière de gestion de la parité car, nombreuses parmi les femmes boliviennes entrent sur le marché du travail et dirigent des entreprises de main de maître. L'heure est donc au changement de mentalité et à la gestion efficace de nos dissimilarités, de nos divergences, à l'autonomisation des femmes et à la promotion de l'égalité entre les sexes pour créer un monde meilleur. Toute chose que devrait encourager également nos politiques africaines et surtout ivoiriennes où une mentalité selon laquelle l'homme est le chef de famille, persiste et où, les femmes ne trouvent pas toujours, dans le domaine de l'éducation, les mêmes opportunités que les hommes. Il est donc temps de rompre le silence pour mettre fin au cercle de la violence car l'accès à une bonne formation intellectuelle pour tous contribue au développement de toute société.

Références bibliographiques

Absi, P. (2020). Pourquoi les femmes ne doivent pas entrer dans les mines. *L'Homme & la Société*, (146), 141-157

- Assemien, V. epse Adiko, (2018). Le néolibéralisme et la situation socio critique en Bolivie, de 1980 à nos jours, quelles perspectives ?, Norderstedt, *Editions Universitaires Européennes*, 460
- Bailly, M. (2006). Evo Morales ou l'incarnation de l'espoir du peuple bolivien : Évaluation du premier semestre d'action gouvernementale. [En ligne], consulté le 22 Mars 2018 sur URL : http://www.cadtm.org/IMG/pdf/Evo_Morales.pdf
- Calderón, V. (2011). Lidia Gueiler, un paréntesis democrático en Bolivia. [En ligne], consulté le 25 juillet 2018 sur URL : https://elpais.com/internacional/2011/05/09/actualidad/1304892015_850215.html
- Campaignolle, A. & al. (2017). En Bolivie, Les femmes font-elles la loi ? [En ligne], consultable sur URL : le 25 juillet 2018 sur URL : <https://information.tv5monde.com/terriennes/en-bolivie-les-femmes-font-elles-la-loi-202726>
- Djandue, B. D. (2018). Les femmes africaines hier, aujourd'hui et demain. [En ligne], consultable sur <https://attoungblan.net/les-femmes-africaines-hier-aujourd'hui-et-demain-suite-08/>
- Héritier, F. (2017). Le sel de la vie : Lettre à un ami, Paris, Odile Jacob, 91.
- Ibsen, H. (2002). Une maison de poupée. Paris, *Le Livre de Poche*, 156.
- Lavaud, J-P. (2018). Les violences à l'égard des femmes boliviennes. Quelques données. [En ligne], consulté le 24/09/2018 sur URL : <https://blogs.mediapart.fr/jean-pierre-lavaud/blog/080318/les-violences-l-egard-des-femmes-boliviennes-quelques-donnees>
- Nourmamode, R. (2013). La Bolivie, le "pire pays d'Amérique du Sud" en matière de violences faites aux femmes. [En ligne], consulté sur URL : <https://www.franceinter.fr/emissions/ailleurs/ailleurs-07-mars-2013>
- Rozee, V. (2009). La domination masculine et l'image de la madrepasa. L'exercice des droits reproductifs et sexuels des femmes boliviennes. *Dans Cahiers du Genre*, (46), 177-197
- Timbert, A. (2010). Bolivie : Morales instaure la parité hommes-femmes au sein de son nouveau gouvernement. [En ligne], consulté sur URL : <https://www.actulatio.com/2010/01/29/bolivie-morales-instaure-la-parite-hommes-femmes-au-sein-de-son-nouveau-gouvernement/>
- Autres**
- CCN Caraïbes. (2018). Bolivie : Avant Evo Morales et après Evo Morales. [En ligne], consulté sur URL : <http://www.caraibcreolenews.com/index.php/caraibes/item/14316-bolivie-avant-evo-morales-et-apres-evo-morales>
- Defensoria.gob. (2015). Por el derecho a vivir una vida libre de violencia, disponible sur: En ligne], consulté le 14 mars 2018 sur URL : http://www.defensoria.gob.bo/dp/paginacion2_proc.asp?repre=4&Seccion=1676
- HISPAN TV, « Los 11 años del "Jefazo" Evo Morales - HispanTV.com » [archive]

RFI Ameriques. (2014). Bolivie: manifestation contre les violences faites aux femmes. [En ligne], consulté sur URL <https://www.rfi.fr/fr/ameriques/20141125-bolivie-manifestation-violences-femmes>